



**Question orale de la Députée Katrin JADIN  
à Madame Sophie Wilmes, Ministre des Affaires étrangères,  
concernant la situation au Myanmar  
- Bruxelles, le 11 février 2021 -**

Madame la Ministre,

Récemment, la Birmanie a subi un Coup d'État. Le militaire a repris le pouvoir au Myanmar après qu'il avait cédé son pouvoir en 2011 pour faire place à une transition démocratique. Malheureusement, les généraux de l'armée birmane ont préféré de revenir sur leur décision pour des raisons d'intérêts économiques et d'influences.

Suite à ce putsch militaire, les États-Unis et son nouveau président ont annoncé des sanctions à l'encontre des putschistes. La Coalition internationale souhaite également augmenter la pression sur les militaires.

Madame la Ministre, mes questions sont les suivantes :

- Quelles étaient les relations entre notre pays et Myanmar avant le putsch ?
- L'Union européenne envisage-t-elle également de prendre des sanctions à l'encontre des putschistes ?
- Quelle est la position des pays voisins de la Birmanie face au putsch ?

Je vous remercie, Madame la Ministre, pour les réponses que vous voudrez bien m'apporter.

**Katrin JADIN**

**Sophie Wilmès, ministre:** Madame la présidente, le Myanmar a basculé dans une répression sanglante ce week-end et les violences de plus en plus meurtrières commises contre les manifestants pro-démocratie sont inacceptables et doivent être immédiatement stoppées. Le droit du peuple birman à manifester pacifiquement doit être respecté.

Par ailleurs, je salue le discours très courageux et engagé de l'ancien ambassadeur du Myanmar à l'ONU. Comme vous le savez, j'ai immédiatement condamné ce coup d'État, qui vient suspendre une transition démocratique initiée en 2011 et porteuse de beaucoup d'espoir. Il intervient alors que le Myanmar doit encore faire face à des problèmes majeurs tels que la situation humanitaire alarmante des Rohingyas ou encore le conflit armé avec certaines minorités.

La recherche – déjà complexe – d'une résolution durable de cette crise ne sera certainement pas facilitée par ces derniers développements. Notre ambassade à Bangkok, qui couvre le Myanmar, me fait régulièrement rapport de l'évolution de la situation depuis le 1<sup>er</sup> février.

Une réunion de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est est prévue aujourd'hui, et une réunion du Conseil de sécurité pourrait se tenir cette semaine. Nous encourageons les membres de l'Union européenne du Conseil à prendre une telle initiative. J'ai demandé qu'il soit pris contact avec les représentants européens au Conseil en vue de la soutenir.

In de belangrijkste steden van het land vinden nog steeds veel manifestaties voor democratie plaats. De militaire aanwezigheid in de straten is verhoogd en de repressie geïntensiveerd, wat helaas tot verscheidene doden heeft geleid. Er zijn ook veel arrestaties te betreuren. Naar aanleiding van deze gebeurtenissen zijn er vanuit de hele wereld reacties gekomen, voornamelijk van landen uit de regio.

China bleef voorzichtig. Zonder de staatsgreep te veroordelen, riep het op tot een dialoog tussen de verschillende partijen. Ook India heeft zich terughoudend opgesteld, maar zijn bezorgdheid geuit en zijn steun uitgesproken voor de democratie en het transitieproces, en aangegeven dat het de situatie nauwlettend in de gaten houdt.

Bangladesh, het land dat het zwaarst is getroffen door de Rohingya-crisis, heeft zijn bezorgdheid geuit over de naleving door de autoriteiten van Myanmar van hun toezeggingen om een repatriëringsproces voor de Rohingya op gang te brengen.

De Associatie van Zuidoost-Aziatische Naties (ASEAN), een organisatie waartoe Myanmar behoort en die van oudsher het principe van niet-inmenging verdedigt in de binnenlandse aangelegenheden van haar leden, herhaalt in een verklaring haar gehechtheid aan de democratie.

De Veiligheidsraad van de Verenigde Naties heeft in een persverklaring zijn diepe bezorgdheid uitgesproken over de afkondiging van de noodtoestand en de aanhouding van meerdere leiders.

Le G7 a également fait une déclaration en ce sens. La nouvelle administration Biden a fermement condamné le coup d'État et a adopté de nouvelles sanctions à l'égard des dirigeants de l'armée, tout comme le Royaume-Uni d'ailleurs.

Il est important que cette pression internationale perdure. L'Union européenne a un rôle à jouer. Dès le 1<sup>er</sup> février, j'ai condamné le coup d'État militaire et souligné l'importance d'une réponse européenne.

Une déclaration du haut représentant Borrell au nom des 27 États membres a rapidement été diffusée. Elle appelle à la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées, au respect de l'État de droit, à la fin de l'état d'urgence, au respect des résultats des élections de novembre 2020 ainsi qu'au rétablissement du gouvernement civil. Ces éléments figurent également dans les conclusions du Conseil Affaires étrangères du 22 février lors duquel le Myanmar était à l'agenda.

La question de possibles sanctions ainsi que la révision des programmes d'assistance afin que ces derniers ne profitent pas aux militaires sont analysées par le haut représentant Borrell ainsi que par la Commission.

Les conclusions du Conseil confirment, par ailleurs, le soutien de l'Union européenne à la société civile, appellent à la coordination avec les autres acteurs internationaux et rappellent la situation préoccupante des Rohingyas. Ces conclusions insistent également sur un engagement fort avec la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

In verband met de vraag om de ambassadeur van Myanmar op het matje te roepen, kan ik u meedelen dat de accreditatieprocedure voor de nieuwe ambassadeur, die begin dit jaar naar België zou komen, door de Birmaanse autoriteiten is onderbroken.

Wat onze samenwerking met Myanmar betreft, herinner ik u eraan dat wij met dat land momenteel geen programma voor directe bijstand meer hebben. Onze bijstand wordt dus hoofdzakelijk verleend via de financiering van de algemene middelen van internationale instellingen.

Onze bilaterale economische betrekkingen met Myanmar zijn beperkt, hoewel ze het afgelopen decennium leken toe te nemen. Belgische ondernemingen hebben belangstelling getoond voor het land en enkele economische missies, georganiseerd door onze Gewesten, hebben Myanmar bezocht. Het onstabiele politieke klimaat na de staatsgreep zou onze bedrijven ertoe kunnen aanzetten zich afzijdig te houden.

Enfin, concernant la présence de compatriotes belges au Myanmar, nous n'avons dû faire face à aucune demande de rapatriement. Notre ambassade à Bangkok, dont la juridiction s'étend au Myanmar, a dès le début de la crise envoyé un message à tous les Belges présents au Myanmar les enjoignant à la prudence et leur rappelant les numéros de téléphone d'urgence, celui de notre section consulaire à Bangkok, mais aussi et surtout celui de notre consul honoraire à Rangoon et celui de l'ambassade de France au Myanmar, qui a accepté de prendre en charge la sécurité de nos compatriotes.

Nous continuons à suivre la situation de près et à contribuer à apporter les réponses qui s'avéreront nécessaires. Ce n'est que par le biais d'une restauration de la démocratie que les défis majeurs auxquels est confronté le Myanmar, qu'ils soient d'ordre humanitaire, politiques, sécuritaires ou de développement, pourront être relevés.

**Katrin Jadin (MR):** Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses.

Je veux également vous dire que ce qui se passe est évidemment un coup rude pour cet espoir qui était né avec la transition, cet espoir de transition démocratique. C'est un coup dur pour la population en premier lieu, qui risque à nouveau de se voir imposer des situations de restrictions de libertés, notamment de liberté d'expression. Il est important que nous puissions jouer notre rôle pleinement, au sein de la communauté internationale, pour pouvoir maintenir une pression maximale face à la situation actuelle en Birmanie.